

RAPPORT 2016 SUR LA LIBERTÉ DE RELIGION DANS LE MONDE – MAURITANIE

Résumé analytique

La Constitution définit la Mauritanie comme une république islamique et précise que l'islam est la seule religion de l'État et de ses citoyens. Seuls les musulmans peuvent être citoyens du pays et l'apostasie est un crime passible de la peine de mort. Le 15 novembre, la Cour suprême a entendu des arguments dans l'affaire du blogueur Mohamed Cheikh Ould Mohamed Ould Mkheytir (plus connu sous le nom de « Mkheytir »). Reconnu coupable d'apostasie, il avait été condamné à mort en décembre 2014. Au cours de l'audience du mois de novembre, des centaines de personnes ont manifesté devant le tribunal pour exiger son exécution. En fin d'année, l'affaire était en attente d'un jugement de la Cour suprême. Le 20 décembre 2015, plusieurs médias privés locaux ont rapporté que le gouvernement avait fermé 40 madrassas dans le Hodh El Garbi. Selon les autorités publiques, leur fermeture était due à leur affiliation avec Warsh, un institut islamique non autorisé. À la suite de manifestations dans de nombreuses communautés, le gouvernement a rouvert les écoles le 6 janvier. Le ministère des Affaires islamiques et de l'Enseignement originel a poursuivi sa collaboration avec des groupes religieux islamiques indépendants pour lutter contre l'extrémisme, la radicalisation et le terrorisme par le biais d'une série d'ateliers organisés dans l'ensemble des 15 provinces.

Le 12 septembre, au cours de l'Aïd al-Adha, l'imam Ahmedou Ould Lemrabott Ould Habibou Rahmane, imam de la grande mosquée de Nouakchott, a mis en garde contre ce qu'il a appelé la propagation et la menace grandissante de l'islam chiite dans le pays. Il a également déclaré que les autorités publiques devraient rompre les liens avec l'Iran de manière à arrêter la propagation de l'islam chiite iranien. Le 30 mars, le barreau mauritanien, en collaboration avec l'Organisation mondiale des avocats musulmans, a organisé un séminaire d'une journée à Nouakchott sur le rôle du droit islamique dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

Des représentants de l'ambassade des États-Unis, notamment l'ambassadeur, ainsi que de hauts responsables du gouvernement des États-Unis en visite se sont entretenus de la tolérance religieuse avec plusieurs hauts responsables mauritaniens, notamment le président et le Premier ministre. Des responsables de l'ambassade ont plusieurs fois soulevé la question de l'affaire d'apostasie Mkheytir

auprès des autorités mauritaniennes. L'ambassadeur a exhorté les autorités mauritaniennes à assurer la transparence des procédures judiciaires. Il a également organisé deux iftars, au cours desquels il a parlé de la tolérance religieuse avec des responsables du gouvernement et des dirigeants religieux et de la société civile.

Section I. Démographie religieuse

Selon les estimations du gouvernement des États-Unis, la population totale s'élève à 3,7 millions d'habitants (estimations de juillet 2016), presque tous musulmans sunnites. Il y a très peu de non-musulmans, principalement des chrétiens et un petit nombre de Juifs, presque tous étrangers.

Section II. Situation du respect de la liberté de religion par le gouvernement

Cadre juridique

La Constitution définit la Mauritanie comme une république islamique et précise que l'islam est la seule religion de l'État et de ses citoyens. Seuls les musulmans peuvent être citoyens du pays. Les personnes qui se convertissent à d'autres religions que l'islam perdent la nationalité mauritanienne.

Le droit et les procédures juridiques du pays proviennent d'une combinaison du droit civil français et de la charia. Le pouvoir judiciaire est composé d'un seul système de tribunaux qui applique les principes de la charia aux affaires familiales et les principes juridiques laïques dans tous les autres domaines.

L'apostasie est interdite par la loi. Un musulman jugé coupable d'apostasie qui ne se rétracte pas dans les trois jours peut être condamné à mort et voir ses biens confisqués, encore que le gouvernement n'ait jamais appliqué la peine de mort pour cette infraction.

Le gouvernement n'exige pas l'enregistrement des groupes religieux islamiques auprès des autorités, mais toutes les organisations non gouvernementales (ONG), y compris celles ayant des activités humanitaires et de développement qui sont affiliées à des groupes religieux, doivent se faire enregistrer auprès du ministère de l'Intérieur. Les ONG doivent s'engager à s'abstenir de faire du prosélytisme ou de promouvoir de quelque manière que ce soit une religion autre que l'islam. La loi requiert que toutes les réunions de groupe, y compris les réunions religieuses non musulmanes, soient approuvées au préalable par le ministère de l'Intérieur, même celles qui sont organisées dans des domiciles privés.

En vertu de la loi, le ministère des Affaires islamiques et de l'Enseignement originel est chargé de promulguer et de diffuser les fatwas, de lutter contre « l'extrémisme », de promouvoir la recherche dans les disciplines islamiques, d'organiser les pèlerinages du hajj et de l'oumra et de superviser les mosquées. Le gouvernement nomme les six imams qui composent le Haut Conseil islamique, qui conseille le gouvernement sur la conformité de la législation aux préceptes de l'islam. Le gouvernement nomme également le Haut Conseil de la fatwa et des recours gracieux, seule autorité de régulation du lancement des fatwas et de résolution des différends connexes entre les citoyens et entre ces derniers et les organismes publics.

En vertu de la loi, les membres du Conseil constitutionnel et du Conseil supérieur de la magistrature doivent prêter serment avant de prendre leurs fonctions, notamment en s'engageant devant Dieu à faire appliquer les lois du pays conformément aux préceptes de l'islam.

Un décret ministériel oblige les écoles publiques et les lycées privés, mais pas les écoles internationales, à dispenser quatre heures de cours sur l'islam chaque semaine. L'instruction religieuse en arabe est obligatoire pour les candidats au baccalauréat.

Le pays est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Pratiques gouvernementales

Le 15 novembre, la Cour suprême a entendu des arguments dans l'affaire du blogueur Mohamed Cheikh Ould Mohamed Ould Mkheytir (plus connu sous le nom de « Mkheytir »). Reconnu coupable d'apostasie, il avait été condamné à mort en décembre 2014. Au cours de l'audience du mois de novembre, des centaines de personnes ont manifesté devant le tribunal pour exiger son exécution. L'un de ses avocats de la défense a rapporté aux médias qu'il avait reçu des menaces de morts parce qu'il représentait l'accusé. Au tribunal, plusieurs procureurs ont menacé les juges s'ils ne confirmaient pas la peine de mort. L'audience du mois de novembre faisait suite à une décision au mois d'avril de la Cour d'appel régionale de Nouadhibou, qui confirmait la peine de mort pour Mkheytir mais jugeait que sa rétraction en Cour d'appel était adéquate et opportune. En 2013, Mkheytir a publié un article en ligne intitulé *La religion, la religiosité et les forgerons*, dont le gouvernement estimait qu'il constituait une critique du prophète Mahomet et rendait implicitement les institutions religieuses du pays responsables de la

situation de la caste des forgerons, victime de discrimination traditionnelle. En fin d'année, l'affaire était en attente d'un jugement de la Cour suprême.

Le 20 décembre 2015, plusieurs médias privés locaux ont rapporté que le gouvernement avait fermé 40 madrassas dans la région du Hodh El Garbi, dans le sud-est du pays, à environ 1 100 km de Nouakchott. Selon les autorités locales, leur fermeture était due à leur affiliation avec Warsh, un institut islamique non autorisé. À la suite de manifestations dans de nombreuses communautés, le gouvernement a rouvert les écoles le 6 janvier.

Le ministère des Affaires islamiques et de l'Enseignement originel a continué de collaborer avec des groupes religieux islamiques indépendants pour lutter contre l'extrémisme, la radicalisation et le terrorisme en organisant une série d'ateliers dans l'ensemble des 15 régions du pays.

Les églises agréées pouvaient mener des offices dans leurs locaux, mais le prosélytisme public leur était interdit. Aucune expression religieuse publique autre que musulmane n'était permise.

Les autorités ont limité à titre officieux les services religieux non musulmans aux quelques seules églises chrétiennes reconnues du pays. Il y avait des églises catholiques et d'autres confessions chrétiennes à Nouakchott, Kaédi, Atar, Nouadhibou et Rosso. Les Mauritaniens n'avaient pas le droit d'assister à des offices religieux non musulmans, réservés uniquement aux étrangers. En fin d'année, le ministère de l'Intérieur n'avait pas pris de décision concernant la demande d'autorisation d'un groupe de protestants étrangers de construire leur propre lieu de culte. Le groupe avait tenté d'obtenir une telle permission pour la première fois en 2006, puis de nouveau en 2012, mais en fin d'année, il était toujours en attente de cette autorisation.

S'il n'existait toujours pas d'interdiction juridique particulière contre le prosélytisme des non-musulmans, dans la pratique, le gouvernement interdisait une telle activité en appliquant une interprétation large de la Constitution, qui indique que l'islam est la religion de l'État et de sa population.

La possession de documents religieux non musulmans demeurait légale, bien que le gouvernement ait continué d'en interdire l'impression et la distribution. Ce dernier maintenait une chaîne de télévision et une station de radio coraniques qui diffusaient régulièrement des émissions sur les thèmes de la modération dans l'islam.

Le gouvernement a continué de fournir un financement aux mosquées et aux écoles coraniques qu'il contrôlait. Le gouvernement versait un salaire mensuel de 50 000 ouguiyas (152 dollars É.-U.) aux 200 imams qui avaient réussi un examen administré par un groupe d'imams et de dirigeants de mosquées et d'écoles coraniques financé par le gouvernement. Il payait également des salaires mensuels allant de 25 000 à 100 000 ouguiyas (76 à 303 dollars É.-U.) à 30 membres de l'Union nationale des imams de Mauritanie, entité établie pour régler les rapports entre la communauté religieuse et le ministère des Affaires islamiques et de l'Enseignement originel.

Les cours d'enseignement islamique ont continué de faire partie du cursus scolaire sans être obligatoires. Leurs résultats n'étaient pas très importants au niveau des examens nationaux pour la suite des études. En outre, de nombreux élèves n'auraient pas assisté à ces cours pour différentes raisons ethnolinguistiques, religieuses et personnelles. Ils pouvaient passer dans les classes supérieures et obtenir leur diplôme de fin d'études sans avoir assisté à ces cours, à condition que leurs résultats soient satisfaisants dans d'autres matières obligatoires. Le ministère de l'Éducation nationale et le ministère des Affaires islamiques et de l'Enseignement originel ont continué de réaffirmer l'importance du programme d'éducation islamique dans le secondaire ; le gouvernement aurait considéré que l'éducation religieuse permettait de protéger les enfants et la société contre l'extrémisme et d'encourager la culture musulmane.

Section III. Situation du respect de la liberté de religion par la société

Au cours de l'Aïd al-Adha, l'imam Ahmedou Ould Lemrabott Ould Habibou Rahmane, imam de la grande mosquée de Nouakchott, a mis en garde contre ce qu'il a appelé la propagation et la menace grandissante de l'islam chiite dans le pays. Il a également déclaré que les autorités publiques devraient rompre les liens avec l'Iran de manière à arrêter la propagation de l'islam chiite iranien.

Le 30 mars, le barreau mauritanien, en collaboration avec l'Organisation mondiale des avocats musulmans, a organisé un séminaire d'une journée à Nouakchott sur le rôle du droit islamique dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme religieux. Ce séminaire a proposé des exposés et des conférences concernant le rôle du droit islamique dans le maintien de la coexistence pacifique et de la sécurité mondiale.

Section IV. Politique du gouvernement des États-Unis

Des représentants de l'ambassade des États-Unis, notamment l'ambassadeur, ainsi que de hauts responsables du gouvernement des États-Unis en visite, se sont entretenus de la tolérance religieuse avec plusieurs hauts responsables mauritaniens, notamment le président et le Premier ministre. Des responsables de l'ambassade ont plusieurs fois soulevé la question de l'affaire d'apostasie Mkheitir auprès des autorités mauritaniennes. L'ambassadeur a exhorté les autorités mauritaniennes à assurer la transparence des procédures judiciaires.

Par ailleurs, l'ambassadeur a rencontré régulièrement des dirigeants religieux pour parler de la tolérance religieuse. Le 22 juin, il a organisé un iftar à Kiffa, capitale de la région de l'Assaba, auquel ont participé le gouverneur de la région, le maire de Kiffa, des journalistes, des chefs traditionnels et des représentants de la société civile. Le lendemain, il a organisé un second iftar dans sa résidence de Nouakchott, auquel ont participé le ministre des Affaires étrangères, le ministre des Affaires islamiques, d'autres hauts responsables mauritaniens, des journalistes et des responsables de la société civile. Un imam basé aux États-Unis, en visite dans le pays dans le cadre d'un programme de conférenciers parrainé par le gouvernement des États-Unis, a pris la parole au cours des deux iftars concernant la nécessité d'impliquer des dirigeants religieux dans les efforts de promotion de la liberté et de l'égalité entre les groupes religieux. Il a également indiqué à quel point il était nécessaire que les chefs religieux s'impliquent et s'engagent de manière à tirer parti de la tradition de tolérance de l'islam pour répandre les principes de liberté et d'égalité et les pratiques démocratiques. Les remarques de l'ambassadeur au cours des deux iftars se sont quant à elles concentrées sur la valeur de la tolérance religieuse et de l'importance du dialogue interconfessionnel basé sur le respect mutuel.